



Déclaration des représentant·es FSU – CDEN DU 16 septembre 2025

Nous ouvrons ce CDEN dans un contexte d'instabilité politique et d'austérité budgétaire. Et malheureusement, nous ne nous faisons aucune illusion quant à la politique qui sera menée par un nouveau premier ministre issu du camp présidentiel qui continuera son entreprise de démolition des services publics tout en faisant des cadeaux fiscaux aux riches et aux grandes entreprises. La richesse dans notre pays est concentrée dans les mains des grandes fortunes, au détriment des plus fragiles et de la classe moyenne, celle des travailleurs, qui se paupérise toujours plus, dans le contexte d'inflation qu'on connaît. C'est pourquoi la FSU, avec l'intersyndicale, appelle à une journée de mobilisation massive ce jeudi 18 septembre, pour plus de justice fiscale et la sauvegarde des services publics.

Un exemple criant de ce manque d'investissement dans les services publics est l'état dégradé du bâti scolaire. Les données nationales de l'Alliance écologique et sociale, enquête très récente de septembre 2025, révèlent une situation inacceptable : 61 % des enseignants déclarent avoir froid dans leur classe en hiver, 95 % souffrent de températures trop élevées en été, et 85 % affirment que leur établissement ne dispose d'aucun dispositif écologique de régulation thermique. Localement, les températures caniculaires observées dans les classes en fin d'année dernière au moment des examens (Baccalauréat, DNB) illustre ce manque d'investissement dans le bâti scolaire public de l'Etat et des collectivités, et ce depuis de trop nombreuses années. Des collègues nous alertent et s'inquiètent de travailler dans des locaux vétustes, confrontés quotidiennement à des désagréments qui pèsent lourdement sur leurs conditions de travail. Il est urgent d'agir, avant qu'un drame ne survienne !

Ce manque patent d'investissement interpelle d'autant plus lorsqu'on observe, en parallèle, l'attribution de fonds publics accordés aux établissements privés sous contrat. La FSU a sollicité l'ensemble des conseils départementaux de l'académie de Besançon sur les critères d'attribution de ces financements aux établissements privés, comparativement au financement des écoles et collèges publics. Le Territoire de Belfort demeure à ce jour le seul département à ne pas avoir répondu à cette sollicitation légitime. Les trois autres conseils départementaux ont fourni des réponses particulièrement révélatrices : elles témoignent toutes d'une gestion peu harmonisée des critères d'attribution, alors même qu'on exige constamment du service public d'éducation un alignement sur des normes de gestion communes. Cette opacité sur notre département, couplée aux disparités régionales constatées, interroge sur l'équité de traitement entre secteurs public et privé dans l'attribution des deniers publics, et justifie pleinement nos demandes de transparence.

Enfin, concernant l'ordre du jour de ce CDEN, nous nous inquiétons tout d'abord de la perte globale d'effectifs dans les treize collèges publics du département, effectifs qui risquent de continuer de chuter dans les années à venir puisqu'on fait le même constat pour les écoles primaires. Quelle politique compte mener les pouvoirs publics pour relancer la démographie dans le Territoire de Belfort et redynamiser le bassin d'emploi ? Cette baisse de la démographie ne doit en tout état de cause pas servir d'unique argument pour baisser les

dotations de fonctionnement allouées aux établissements, qui peinent déjà à pouvoir boucler leur budget et mener à bien les projets pédagogiques proposés par leurs enseignants. En témoignent les difficultés rencontrées pour financer l'enseignement de la natation, dont l'accès est désormais payant pour les collèges, et qui pour l'heure, ne bénéficie d'aucune aide du département, contrairement aux lycées qui sont subventionnés par la Région ! Nous regrettons par ailleurs que cinq établissements aient à subir un écrêtement cette année, dont deux pour une somme assez conséquente, ce qui va forcément encore contraindre leur budget.

Un budget toujours plus contraint, conjugué à des hausses d'effectifs dans les classes depuis plusieurs années, il est urgent de redonner de l'attractivité aux collèges publics dans notre département. La FSU défendra toujours l'accès de toutes et tous à un enseignement public, gratuit et laïque, dans des locaux adaptés aux enjeux climatiques actuels, avec des enseignants diplômés et en nombre suffisant dans tous les territoires.

Merci pour votre attention

Les représentants de la FSU